

Fête de la gauche

→ **1998** 20 ans de socialisme
2018 en Finistère



Samedi 8 septembre 2018
à partir de 13h30
LE RELECO-KERHUON



De l'audace ! a demandé Olivier Faure aux socialistes. Message reçu 5 sur 5 dans le Finistère. Le Premier secrétaire national pourra le constater par lui-même à la Fête de la gauche, samedi au Relecq-Kerhuon.

Ce rassemblement se veut le point de convergence de citoyens, d'associations et de formations politiques qui veulent se parler pour confronter leurs points de vue et proposer une alternative. Car c'est aujourd'hui que l'avenir s'invente à gauche, avec les organisations, mais aussi les citoyens qui ne se résignent pas à ce que l'action politique se résume à des coups de communications et des commentaires de petites phrases.

Ici, Olivier Faure rencontrera des adhérents et des élu.es, comme notamment, Nathalie Sarrabezolles, François Cuillandre ou Loïg Chesnais Girard et tant d'autres, qui, à la tête des collectivités territoriales, s'investissent au quotidien pour répondre aux attentes de leurs concitoyens.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 6/09/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Lobbies

Les lobbies, ou groupes de pression, existent depuis le XIX^e siècle. Leurs représentants cherchent, par tous les moyens, à pénétrer dans les antichambres des cabinets ministériels pour les influencer. C'est d'ailleurs de là que vient leur nom puisque lobby, en anglais, signifie « vestibule ».

Pour expliquer les raisons de sa démission, Nicolas Hulot a cité la présence d'un lobbyiste à une réunion organisée à l'Élysée.

Il n'est pas question de les supprimer mais les dirigeants politiques doivent toujours avoir en tête qu'il est indispensable d'encadrer leurs actions.

Depuis la constitution du gouvernement d'Édouard Philippe, plusieurs associations ont tiré la sonnette d'alarme en pointant le nombre particulièrement élevé d'anciens lobbyistes dans les cabinets ministériels. Selon *Radio France*, sur les 298 conseillers ministériels en poste actuellement, 43 ont travaillé dans le lobbying.

Ces informations sont de nature à jeter la suspicion. Des mesures énergiques s'imposent si ce gouvernement veut restaurer la confiance des citoyens.

Une sélection déguisée ?

Difficile de s'y retrouver avec Parcoursup, le nouveau système d'inscription dans l'enseignement supérieur. C'est pire qu'avant, dénoncent les syndicats étudiants. Ce nouveau système donne satisfaction aux étudiants, répète le gouvernement.



Quel impact pour les étudiants ?

Dans le *Cahier de vacances* de la Fédération (http://ps29.org/IMG/pdf/cahier_de_vacances-ete_2018.pdf) Terry Guiziou, de la section Brest rive-droite, a publié un dossier pour expliquer les enjeux et comprendre les différences entre *Parcoursup* et son prédécesseur APB.

« Pour les premiers cycles universitaires "à capacités d'accueil limitées", le nouveau mode de régulation des flux d'entrée est sélectif puisqu'il s'agit bel et bien de ne retenir qu'une partie des candidats, en établissant pour chaque formation

universitaire des "attendus" », explique Terry Guiziou. **« Ces attendus se présentent sous forme de listes de connaissances et compétences requises pour avoir de réelles chances de réussir dans la filière concernée.**

« Les universités peuvent sélectionner leurs étudiants. »

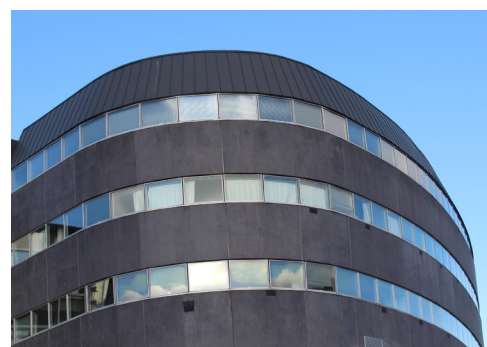
Les professeurs bénévoles se sont vus confier le soin de choisir parmi les candidats ceux auxquels ils ouvriront leurs portes. Cela s'est fait par le biais des "fiches avenir" et des dossiers que chaque candidat a dû fournir par voie électronique. Ces dossiers comprennent les notes obtenues en première et terminale, l'appréciation du conseil de classe au regard de chaque candidature, ainsi qu'une lettre de motivation.

Pour les premiers cycles universitaires "non sélectives et à capacités d'accueil non limitées", il est également demandé que des "attendus" soient énoncés. Sur cette base, les responsables de ces premiers cycles ont pu exprimer des réserves sur telle ou telle candidature et recommander un autre choix d'études supérieures, leur semblant plus adapté au profil des étudiants.

Toutefois, à la différence du cas précédent, les candidats conservent le droit de passer outre ce jugement et

de s'inscrire malgré tout dans la filière demandée. Mais dans ce cas, ils ont reçu une réponse "oui si".

Il leur est alors imposé un dispositif de "remise à niveau" : année préparatoire ou première année étalée sur deux ans (donc licence en quatre années), stage pour se préparer à la rentrée à suivre obligatoirement durant les vacances d'été, modules de formation complémentaire durant la première année de licence, cycle de formation complémentaire à distance... Il revient à chaque université de créer le ou les dispositifs ad hoc.»



Un bilan devra être tiré

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives. Mais déjà, le président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis a saisi le défenseur des droits pour vérifier si les lycéens issus des quartiers populaires sont victimes de discriminations lorsqu'ils postulent sur *Parcoursup*. Affaire à suivre...

Menaces sur l'apprentissage



Pourquoi casser ce qui fonctionne ? C'est la question que se posent les élu.es régionaux alors que le gouvernement vient de décider de retirer l'apprentissage des compétences des conseils régionaux en totale contradiction avec l'esprit de

la décentralisation. Et malgré les mises en garde des présidents de régions, toutes tendances confondues.

Jusqu'à présent les Régions étaient en charge de l'apprentissage. Au plus près des réalités locales, elles établissaient la liste des formations dispensées dans les CFA (Centres de Formation des Apprentis).

Pour autant, la Région Bretagne continuera à assumer ses responsabilités, a tenu à rappeler Loïg Chesnais-Girard. Alors que le cap des 19 000 jeunes en apprentissage en Bretagne a été

franchi, la Région veille encore cette année à l'entrée en formation, dans les meilleures conditions, des apprentis.

Conformément à la loi votée en août, la Région ne sera plus en charge, à compter de 2020/2021, de la carte des formations, des ouvertures de sections... responsabilités qui lui permettaient de réguler l'offre de formation sur le territoire. Pour autant, la Région maintient ses efforts pour attirer les jeunes dans cette voie d'excellence en leur proposant, dans les 38 CFA de Bretagne, des formations de qualité à 310 métiers.

Car, les efforts des élus régionaux ont porté leurs fruits et le nombre d'apprentis n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Les jeunes et leurs familles peuvent compter sur l'accompagnement de la Région qui verse à chaque apprenti une aide au premier équipement professionnel (60 à 300 euros) ainsi qu'une aide ARGOAT pour le transport, l'hébergement et la restauration (jusqu'à 800 euros/an). Un coup de pouce non négligeable qui permet aux alternants de pallier aux frais de double résidence entre école et entreprise.

La renaissance par la preuve

« Il y a un Parti Socialiste malade, rue de Solférino et un autre qui continue d'aligner les succès dans les élections partielles », a rappelé Olivier Faure, le 25 août, devant les élu.es socialistes et républicains rassemblés en séminaire à La Rochelle.

« Le parti qui remporte les élections, c'est celui des territoires. Ceux où l'innovation continue d'être la règle. Connaître le réel, le comprendre, chercher à l'améliorer, elle est là notre marque de fabrique », a rappelé le Premier secrétaire. Et c'est pour cela que l'échéance probatoire de la renaissance du PS sera d'abord celle des Municipales.

« Notre message doit être clair, il s'agit de lancer par les territoires un mouvement de renaissance de la gauche, il s'agit de faire de chaque territoire un laboratoire de l'alternative, il s'agit d'inventer de nouvelles solidarités, de nouveaux services publics, d'accélérer la transition écologique, de donner un nouvel élan à l'émancipation

par la culture et l'éducation. Oui il s'agit d'inventer l'avenir dans les territoires, de s'appuyer sur cette réserve inépuisable d'engagement citoyen et de créativité, de nourrir notre renaissance par notre action locale. Une renaissance dans l'action, une renaissance par la preuve. »

« Qu'est-ce qui est le plus crédible ? », a demandé le Premier secrétaire, « les déclarations d'intention ou de dire que Dijon est une ville zéro pesticides depuis un mandat ? ». Il ne



Pour des laboratoires de l'alternative

s'agira pas seulement de faire gagner le Parti Socialiste, il s'agira de faire gagner la gauche, une gauche citoyenne, une coalition des progressistes. « Parce que nous sommes la première force locale à gauche, il nous revient d'engager ce mouvement et de faire des territoires aussi les creusets d'une renaissance citoyenne. Ce rendez-vous des élections municipales de 2020 est capital. C'est pourquoi il doit se préparer dès maintenant. »

Au Relecq-Kerhuon, samedi prochain, le Premier secrétaire national aura l'occasion de constater que la Fédération du Finistère du PS s'inscrit pleinement dans cette volonté d'inventer l'avenir de nos territoires.

Concrètement, Olivier Faure propose d'élaborer une charte commune aux candidats socialistes et à ceux qui solliciteront son soutien pour les élections municipales. Il a demandé à Sarah Proust, secrétaire nationale à la reconquête des territoires, de mener ce travail en lien avec François Rebsamen, président de la FNESR.

En savoir plus

Quelle politique de cohésion pour l'Europe ?

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) et Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental du Finistère, organisent un temps d'échanges consacré à la politique de cohésion européenne, le jeudi 20 septembre 2018, de 14h00 à 17h00 à la Maison du Département, 32 boulevard Dupleix à Quimper.

Alors que la construction du futur budget européen est en cours et qu'approchent les futures échéances des élections européennes, il est important de partager les apports concrets de l'Union européenne dans les territoires et d'échanger sur les enjeux des négociations en cours concernant la future politique de cohésion.

Un grand serviteur du service public

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris la disparition de René Fily, grande figure socialiste dans le pays de Morlaix.



René Fily a toujours eu à cœur de faire vivre et de défendre le service public. Il le fit dans son activité professionnelle de cheminot.

Mais aussi en tant qu'élu. De

1981 à 2014, il fut le maire de Saint-Martin-des-Champs avant de passer la main à François Hamon. Régulièrement réélu, il marqua fortement la commune de son empreinte.

C'est aussi cet attachement indéfectible à la promotion du service public qui le poussa en 1995 à se présenter à la présidence du Centre Départemental de Gestion de la fonction publique territoriale, organisme en charge des carrières et de la formation des agents des collectivités locales.

À la tribune des congrès socialistes, ses interventions tonitruantes bilingues, en Breton et en Français, sont encore dans toutes les mémoires. René allait toujours

droit au but, sans fioriture.

La Fédération du Finistère du Parti Socialiste adresse à sa famille et ses proches ses plus sincères condoléances.



Service d'ordre

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Bernard Lastennet, responsable du service d'ordre du PS dans le Finistère.

Bernard, et son équipe, avec rigueur et professionnalisme, ont toujours répondu présents pour encadrer les manifestations organisées par le Parti Socialiste, dans toute la France. C'est grâce à des militants comme lui que les congrès, les meetings, les universités d'été peuvent se tenir dans de bonnes conditions.

Nous adressons à Marie-Agnès, son épouse, ses enfants, sa petite-fille et ses proches nos plus sincères condoléances.

8 septembre

Journée de rentrée
fédérale.

16 septembre

Barbecue de rentrée des
sections brestoises.

22 septembre

10h00 : Commission
électorale au local
de Châteaulin.

29 septembre

Conseil fédéral.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1238 - Vendredi 7 septembre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

 Abonnement papier Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Le laborieux parcours de Corbyn

Thomas Godard

Alors que le gouvernement conservateur de Theresa May est en proie à de graves difficultés, les travaillistes ne semblent pourtant pas en capacité de représenter une alternative crédible. Thomas Godard, secrétaire de la section socialiste de Londres, nous explique ce paradoxe.

Cap Finistère : Peut-on dire que le Labour traverse une grave crise ?

Thomas Godard : C'est toute la vie politique britannique qui est en crise depuis le vote pour le Brexit. Mais pour le Labour, la crise remonte à l'élection de Jeremy Corbyn. Son élection a déclenché une vague d'adhésions de militants qui le soutiennent. Mais le groupe parlementaire lui est très majoritairement hostile. À ce premier clivage, il faut rajouter celui qui existe entre les adhérents des bastions historiques du nord désindustrialisé, favorables au Brexit, et ceux des grandes villes du sud, comme Londres, plus à l'aise socialement, favorables au Remain. Ces positions sont difficilement réconciliables.

Cap Finistère : Justement, quelle est la position du Labour, s'il en a une, sur le Brexit ?

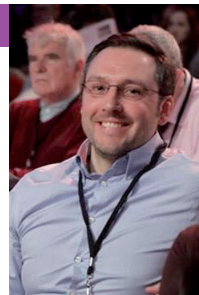
Thomas Godard : Jeremy Corbyn est obligé de tenir compte de cette réalité et tente de tenir les deux bouts de la chaîne. Le Labour a une position mais elle est très difficile à tenir. Elle tient en deux points : d'abord, la préservation des emplois au Royaume-Uni. C'est sur ce critère que sera jugé l'accord qu'est en train de négocier Theresa May. Ensuite, Jeremy Corbyn défend le respect du vote en faveur du Brexit et donc le refus d'un nouveau référendum. Or, il est clair que le Brexit se traduira ici par des pertes d'emplois. Interrogé par un journaliste, le leader des travaillistes n'a pas pu répondre clairement à la question : le Brexit est-il une bonne ou une mauvaise chose pour le Royaume-Uni ? Car une réponse claire aurait déplu à une partie de l'électorat travailliste. C'est en raison de cette ambiguïté que le Labour ne tire pas vraiment profit des difficultés du gouvernement.

Cap Finistère : Pourquoi la section socialiste de Londres apporte son soutien au mouvement People's vote ?

Thomas Godard : Il ne s'agirait pas d'un nouveau vote pour ou contre le Brexit mais d'un vote sur le texte de l'accord qui sera trouvé entre le gouvernement britannique et l'Union européenne. Seul un vote populaire pourrait revenir sur un autre vote populaire.

Et il ne s'agirait pas d'un choix binaire pour ou contre mais d'une question à trois

réponses possibles : pour l'accord, contre l'accord et retour au sein de l'UE ou contre l'accord et donc hard Brexit. Le 23 juin 2016, personne ne connaissait vraiment les conséquences d'un éventuel Brexit. Là, après avoir vu concrètement ce que signifie un départ de l'Union européenne, et surtout sur la base d'un texte, le débat se présenterait différemment.



Cap Finistère : Qu'est-ce qui est précisément reproché à Jeremy Corbyn ?

Thomas Godard : Dès qu'il a été élu à la tête du Labour, Jeremy Corbyn a été attaqué sur les liens qu'il aurait entretenus avec des mouvances terroristes, au Moyen-Orient mais aussi en Irlande du Nord. Mais Jeremy Corbyn n'a jamais réussi à balayer ces accusations en prenant une position claire condamnant l'antisémitisme. Parmi les nouveaux adhérents qui sont arrivés au Labour à la suite de son élection, certains ont des positions très ambiguës vis-à-vis de l'antisémitisme et plusieurs ont dû être exclus. Le parti a donc été obligé de prendre des mesures sur cette question. Mais le NEC, l'équivalent du bureau national pour le PS, a refusé de reprendre la définition de l'antisémitisme communément admise par les associations anglaises (celle de l'International Holocaust Remembrance Alliance) pour en retirer quelques points, qui portent notamment sur les attaques contre Israël. Donc les électeurs voient bien que le Labour n'est pas clair et en plus les conservateurs trouvent, en Jeremy Corbyn, un épouvantail contre lequel ils sont prêts à mettre de côté leurs divergences.

Cap Finistère : Faut-il s'attendre à un changement de direction au sein du Labour ?

Thomas Godard : Pas dans l'immédiat. La base du parti continue de soutenir Corbyn. Les pro-Remain ont déjà tenté un putsch en interne en 2016 mais ils ont échoué. Les plaies de la période Blair ne sont pas encore cicatrisées et les divisions au sein du Labour sont très profondes.

Donc, on ne voit pas ce qui permettrait de faire changer cette situation. Il faudra tout de même regarder attentivement la conférence annuelle du parti qui se tiendra ce mois-ci pour vérifier si les lignes peuvent ou non bouger, notamment sur le People's vote.

En savoir plus sur la section des socialistes de Londres et le mouvement People's vote : <http://londres.ffe-ps.org/>